



**Loic Fauchon,**  
**Président du Conseil mondial de l'eau**  
**7<sup>ème</sup> Semaine de l'Eau de Beyrouth**  
**Discours d'ouverture**  
**8 avril 2019**

Chers Amis, Mesdames et Messieurs les Ministres, Ambassadeurs, représentants des autorités civiles et militaires, Mesdames et Messieurs les Gouverneurs du Conseil Mondial de l'Eau, cher Fadi Comair, chers amis de l'eau,

Ce que vous avez dit, cher Fadi, est tout à fait vrai. Nous sommes venus ici pour mieux connaître le Liban, et en même temps faire notre travail au sein du Conseil Mondial de l'Eau, c'est-à-dire représenter l'ensemble de la « planète eau » ici au Liban.

Cela a été dit : La terre a soif. Et pourtant la planète est gorgée d'eau.

Le Liban et la région aussi ont soif. Ils ont même faim parfois. Parce qu'ici l'eau est insuffisante, l'eau est en situation de maltraitance, l'eau provoque la souffrance.

Pourquoi ?

Partout, dans toutes les réunions monte cette sorte de chanson sur la responsabilité du climat. Alors de temps en temps il faut être un peu politiquement incorrect. Alors je voudrais vous dire ma conviction profonde : aujourd'hui ce n'est pas tant le climat qui nous fait souffrir, ce n'est pas tant le climat qui nous appelle à des devoirs nouveaux, c'est la croissance de la population d'abord, c'est la pression démographique, c'est l'élévation du niveau de vie, c'est la concentration dans les mégacités qui demandent des ressources en eau supplémentaires. Car l'urbain consomme souvent plus d'eau que le rural, c'est ainsi.

La population augmente, elle se concentre, et devient plus exigeante, ce qui est bien naturel. Mais tout cela crée un cortège de pollutions énormes, effrayantes, dans un certain nombre de grandes villes et de littoraux.

C'est un fait, la demande en eau croit beaucoup plus vite que l'offre en eau, et cela durera encore un certain nombre de décennies, il ne faut pas en douter. Et le climat, l'évolution du climat que nous connaissons mal, que nous maîtrisons mal, que nous comprenons mal, c'est la cerise sur le gâteau de l'ensemble des dérèglements de la planète. Les désastres climatiques sont encore à venir.

Evidemment si ce que l'on nous annonce est juste, il sera comme l'a dit sa Majesté le Roi du Maroc lors de la COP 21 à Paris, il sera « l'ultime injustice qui frappe les plus vulnérables sur la terre ».

Le climat c'est le bouc émissaire de toutes nos erreurs, celles de l'Homme. Ce climat qui est inconstant, chaud ici, plus froid là, plus sec ici, plus humide là, qui fait que l'eau n'est pas là quand il faut, comme il faut. Et cette eau, elle fait l'objet de pillages depuis de nombreuses décennies alors que nous voudrions la voir consacrée au partage.

Evidemment nous la voulons durable mais aussi équitable. A quoi sert ce développement durable s'il n'était pas aussi harmonieusement partagé par tous ?

Comment faire pour faire cesser ces crises de l'eau ou en tous les cas les atténuer ?

La réponse porte un nom que nous, les professionnels de l'eau, utilisons tous les jours, la sécurité de l'eau, « Water Security ». Cette question est au centre de nos préoccupations et de notre action. Il y a deux temps pour la sécurisation de l'eau : le premier est de sécuriser la ressource elle-même, pour diversifier l'accès à la ressource, pomper plus profond ou transférer l'eau sur de plus grandes distances, tels les projets de la Région Mer Rouge-Mer Morte, ou que ce soient d'autres projets à venir car on en aura besoin, ne nous y trompons pas.

Il y a, et elles sont beaucoup plus importantes, des potentialités nouvelles, le dessalement par exemple, qui a fait énormément de progrès au cours de ces dernières années, non seulement techniquement mais parce que son coût a été diminué de 10 à 1 en une vingtaine d'années, et parce que les technologies permettent à environ 70 pays d'utiliser le dessalement.

Mais il ne faut pas mettre tous ses œufs dans le même panier, et une autre technologie de pointe, la réutilisation des eaux est une technique d'avenir lorsque nous aurons pu lever un certain nombre d'obstacles techniques et administratifs mais aussi psychologiques. Tout cela amènera plus de ressources.

Mais pour répondre à la demande et je voudrais insister sur ce point, il faut être capable de stocker cette eau, il faut être capable de conserver cette eau : l'eau de l'hiver pour l'eau de l'été, l'eau de maintenant pour l'eau de demain, l'eau pour le développement et l'eau pour la nature.

Partout dans le monde nous sommes en panne de capacités de conservation des ressources en eau.

Le temps des barrages se termine, en tous cas dans son aspect traditionnel qui vient de l'antiquité, il va laisser la place au temps des réserves aquatiques. Parce que les barrages ont mauvaise presse et c'est parfois justifié.

Demain il ne s'agira plus de barrer une vallée, il s'agira de conserver, de maintenir, de restaurer, en faisant de ces lieux, des lieux de renaissance des écosystèmes en même temps que des lieux de production d'électricité, et à la fois de stockage et de conservation de la nature.

Quelque part, si vous me permettez cette comparaison, nous allons revenir à « l'oued source de vie » comme les populations en Afrique Sub-sahariennes qui disposaient de réserves d'eau d'une saison pour l'autre. Nous allons revenir à la conservation de la nature à travers les rivières nourricières. J'appelle

toutes les communautés scientifiques, techniques, citoyennes, environnementales, écologiques, pour échanger, dialoguer, définir ces concepts nouveaux de réserves aquatiques à usage multiple.

Cela ne doit pas se faire dans la confrontation, la tension, la dispute comme on l'observe dans de multiples pays. Nous devons considérer que la productivité ne doit pas empêcher la convivialité.

Encore une fois il faut sécuriser, conserver ces ressources et assurer une gestion plus économique, plus efficace de cette eau qui nous est confiée à la fois par la nature et par nos capacités techniques et financières. Il faut donc diminuer le gaspillage observé partout, car aucun pays, aucune ville n'échappe à ces gaspillages parfois considérables.

Il ne s'agit pas seulement de traquer les fuites, ce doit être fait, nous devons aussi faire baisser les consommations. Dans un certain nombre de pays cela se constate déjà, et il faudra modifier les comportements. Cela ne se décrètera pas et ne se fera pas en un jour, et c'est pourquoi le travail avec la jeunesse est extrêmement important.

Et puis, je voudrais indiquer que nous devons utiliser cette opportunité considérable que nous offre la révolution digitale et numérique qui traverse la société planétaire depuis un certain nombre d'années et qui va encore se répandre. Le secteur de l'eau ne doit pas laisser échapper les possibilités de cette révolution, pour le meilleur : la supervision, les analyses, les objets connectés, etc. au service de la gestion de l'eau. Tout cela doit être fait avec expertise, avec professionnalisme mais aussi avec précaution, qu'il s'agisse de l'usage de la télémétrie, de la capacité à recevoir sur nos mobiles les données de la gestion d'un service de l'eau, ou de ses consommations.

Tout cela va contribuer à une meilleure gestion de la ressource en eau et le Conseil Mondial de l'Eau, je l'ai annoncé à Rabat, va mettre à disposition, grâce à ses 400 organisations et ses 70 Etats membres, l'ensemble des solutions que nous aurons repérées dans le monde, de toutes les communautés qui le souhaitent, pour créer une banque des solutions digitales de l'eau . Et j'ai confié ce projet à la Vice-Présidente du Conseil, Mme Asma El Kasmi, qui n'en voit pas encore tous les contours, mais qui va le porter, car c'est un énorme projet.

En nous appuyant sur les 3 piliers de la Maison de l'Eau : Connaitre, Financer, Gouverner.

Connaitre parce qu'il faut une connaissance partagée, et non octroyée ou quémandée. Parce qu'il faut des financements adaptés à chacune des situations et qu'il faut mettre fin aux espèces d'oukases que l'on impose à ceux qui ont besoin d'argent en disant en substance « c'est comme cela et ce n'est pas autrement ! », alors que c'est l'inverse qui doit se produire. Les financements doivent être adaptés à chacune des situations.

Et puis il y a la gouvernance qui est une question centrale. Elle doit être acceptée, dialoguée et non imposée.

Alors tout cela nous amène à une évidence que vous connaissez tous et qui est la « raison d'être » du Conseil Mondial de l'Eau.

L'eau est politique. Water is politics.

Les solutions de l'eau sont politiques, parce que les solutions techniques, les ingénieurs, dont la plupart d'entre vous font partie, vous les connaissez. Vous avez même le génie de nous dire à l'avance ce que vous trouverez comme solution dans 15 ans !

Et bien nous aimerions que les Responsables Politiques soient capables d'en faire autant. Nous devons tous pousser et pousser encore pour que l'eau soit réellement une priorité.

Nous allons travailler, au Conseil Mondial de l'Eau sur plusieurs sujets :

D'abord, embarquer avec nous les autorités locales, les Parlements et les forces gouvernementales, pour, comme je l'ai dit il y a longtemps « faire passer les robinets avant les fusils ». Bien sûr parfois la situation exige de défendre un pays. Mais c'est aussi défendre un pays que de donner l'accès à l'eau.

Et en tous cas, l'eau potable doit bénéficier d'autant de moyens que le téléphone portable.

Je veux dire par là que nous devons convaincre les Responsables politiques et économiques que l'accès à l'eau est une priorité indispensable au développement.

Il faut dire aussi qu'il faut arrêter d'opposer sans cesse les villes et les campagnes. Il n'y a pas des urbains et des ruraux, des villes et des campagnes. Il n'y a pas que des « smart cities », il y a aussi des « smart rural areas ».

Et nous sommes très heureux, et je salue nos collègues sénégalais présents dans la salle qui ont la charge avec le Conseil Mondial de l'Eau de préparer le Forum de Dakar, que l'accès à l'eau dans les zones rurales soit une priorité du prochain Forum.

Evidemment, il reste un sujet qui m'est cher depuis longtemps, et dont nous avons parlé pour la première fois pas très loin d'ici. L'Hydro diplomatie, à la fois au service des tensions transfrontalières mais aussi au plan financier pour obtenir un refinancement des dettes des pays les plus pauvres, et puis l'Hydro diplomatie qui nous rassemble.

Alors nous avons une formidable chance, c'est que le Conseil a décidé que le prochain Forum aurait lieu en Afrique. Pourquoi en Afrique ? Parce que c'est le continent qui sans doute a le plus besoin d'accès à l'eau et à l'assainissement.

Ce sont nos collègues qui avec nous, en « co-organisation » vont préparer le prochain Forum, et je souhaite que ce soit un Forum différent, je l'espère beaucoup plus rassembleur que les précédents, tourné vers des sujets nouveaux, la sécurisation de l'eau bien sûr, mais aussi la coopération, l'accès à l'eau en milieu rural, et d'autres encore.

Nous avons besoin de vous pour participer à ce Forum qui aura lieu à Dakar dans deux ans, et deux ans c'est court ! Peu de temps pour préparer un Forum aussi important. Nous allons le lancer en terre sénégalaise à une date qui sera précisée dans quelques temps et nous espérons que vous serez nombreux car vous y êtes cordialement invités.

Merci encore de votre accueil, cher Fadi Comair, et merci de votre attention.